

Le mardi 12 décembre 2006

## *Catégorique*

Jean-Pierre Blackburn se commet en faveur du maintien du service ferroviaire dans la région.

Le ministre de l'Agence de Développement économique du Canada pour le Québec a déclaré à CIEU-FM que, contrairement à ce que certains fonctionnaires fédéraux auraient pu laisser entendre, le service est là pour rester.

Jean-Pierre Blackburn répond ainsi au député bloquiste Raynald Blais qui affirmait la semaine dernière que le fédéral n'a aucun plan concret pour venir en aide à la région gaspésienne.

Le ministre de l'Agence de Développement économique du Canada pour le Québec ajoute qu'il faut maintenant trouver le moyen de s'entendre avec le propriétaire du rail, la Société des Chemins de fer du Québec, sur la manière de garantir la pérennité du service.

Quant aux suites à donner au rapport Genest sur l'avenir de l'industrie forestière gaspésienne, Jean-Pierre Blackburn rappelle qu'il s'agit d'un champ de compétence provinciale.

Il ajoute que le gouvernement fédéral a récemment mis à la disposition des régions québécoises 6 nouveaux programmes à caractère économique qui pourront justement aider à la relance des régions défavorisées. **CIEUFM**

## *Malgré un énorme surplus budgétaire*

Le gouvernement fédéral s'apprêterait à sabrer encore une fois dans le Programme Initiative Carrière-Été.

Selon le député Raynald Blais, la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, Diane Finley, serait sur le point d'imposer des compressions de l'ordre de 55 % dans le programme Initiative Carrière-Été. Ainsi, le budget global passerait de 97 millions à 45 millions de dollars.

Le député bloquiste de la Gaspésie ne comprend pas la logique du Fédéral. Il rappelle que le précédent gouvernement avait déjà coupé 40 % du budget de ce programme pour finalement le stabiliser en 2006.

Raynald Blais estime que ce programme est très important pour l'économie de la région. Il permet à des employeurs, dont plusieurs sont des organismes à but non lucratif, de demeurer actif pendant la saison estivale procurant ainsi de l'emploi à des jeunes qui n'auraient eu d'autres choix que de rester en ville pour travailler.

Raynald Blais affirme qu'il mettra de la pression sur la ministre Finley au cours des prochaines semaines. Il invite d'ailleurs toute la population à faire de même et à écrire à Ottawa pour demander le maintien du budget de ce programme. **CIEUFM**

## *C'était à prévoir*

Le directeur général de la Coopérative Pabaced de New Richmond n'est pas surpris de l'ampleur de la baisse de possibilité forestière pour le cèdre.

Rappelons que le forestier en chef Pierre Levac recommandait la semaine dernière une baisse d'approvisionnement de l'ordre de 35 % pour le cèdre, en Gaspésie.

Même s'il juge énorme cette diminution, Gaston Gagné affirme qu'il faut être réaliste et se rendre à l'évidence qu'il n'y a plus assez de matière première pour justifier la présence de trois usines de cèdre dans la Péninsule.

En plus de New Richmond, Sainte-Anne-des-Monts et Grande-Vallée avaient chacune une usine de ce type. Gaston Gagné refuse de dire laquelle des deux devrait se voir attribuer de la matière ligneuse.

Concernant l'achat de l'usine de New Richmond par les employés, Gaston Gagné affirme que le dossier chemine bien. Le Groupe GDS a envoyé sa promesse de vente vendredi dernier et de son côté la coopérative devrait déposer son offre d'achat mercredi au plus tard.

Quelques détails restent à figoler, mais le directeur mentionne que le dossier sera bientôt complété. **CIEUFM**

## **GDS**

### **Pabaced achetée par la coop Les cèdres gaspésiens**

Mise à jour le mardi 12 décembre 2006

Le Groupe GDS vient de conclure un contrat pour vendre l'usine de bardeaux Pabaced de New Richmond à la coopérative Les cèdres gaspésiens, formée des 12 ex-travailleurs de l'usine, une transaction de 400 000 \$.

Pour relancer l'usine, les membres de la coopérative devront investir 1 million de dollars et obtenir de Québec les 10 600 mètres cubes de bois rattachés à l'usine, un volume qui vient toutefois d'être réduit de 35 % par le forestier en chef.

#### **Coopérative de Grande-Vallée**

Par ailleurs, la coopérative forestière de Grande-Vallée voudrait également mettre la main sur deux autres usines du groupe GDS: celle de Grande-Vallée et Cèdre Chic-Chocs, à Sainte-Anne-des-Monts. GDS demande 1,5 million de dollars pour les deux usines.

La nouvelle fait bondir la mairesse de Sainte-Anne-des-Monts, Micheline Pelletier, qui tient à garder les emplois dans sa communauté. « Notre volonté c'est toujours la même, c'est celle que le cèdre reste chez nous, soit transformé chez nous. Et il n'y aura pas de changement à ça. GDS pourra bien la vendre à qui il voudra l'usine. Mais la forêt, il n'y touchera pas, en ce qui nous concerne », a indiqué Mme Pelletier.

La coopérative de Grande-Vallée précisera d'ici un jour ou deux ce qu'elle entend faire des deux scieries si elle en devient propriétaire. **Radio-Canada**

## **Développement éolien**

### **Un front commun vient d'être créé**

Mise à jour le mardi 12 décembre 2006, 16 h 56

Plusieurs municipalités, mouvements communautaires et coopératives d'éoliennes du Bas-Saint-Laurent, viennent de mettre sur pied le Regroupement des coopératives d'énergie renouvelable du Québec. L'objectif est de négocier au nom des membres pour avoir un certain contrôle sur le développement éolien, ainsi que pour profiter de ses retombées économiques. Le regroupement fournira également son expertise à des

groupes de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

« La coop regroupée en fait, c'est toute l'expertise que les gens du milieu n'ont pas, c'est aussi les capitaux que les gens n'ont pas présentement. Donc, ce qu'on fait, c'est mettre en commun les différentes expertises qu'il y a ici en région », explique le conseiller à la Coopérative de développement régional du Bas-Saint-Laurent, Martin Gagnon.

D'ici vendredi, date limite pour pouvoir y prendre part, le regroupement compte faire part à Hydro-Québec de son intention de participer au second appel d'offres de 2000 mégawatts, visant à développer l'exploitation de l'énergie éolienne, qui aura lieu dans cinq mois.

Le regroupement des coopératives est prêt à s'associer avec les grands promoteurs éoliens, mais en établissant cependant des partenariats accordant 50 % des profits au milieu.

Selon le maire d'Amqui et porte-parole de l'Union des municipalités du Québec, Gaétan Ruest, ce regroupement est une excellente nouvelle: « C'est la meilleure nouvelle au Québec aujourd'hui, j'en suis persuadé. »

Le professeur Jean-Louis Chaumel, du Groupe éolien de l'Université du Québec à Rimouski, affirme quant à lui que grâce à ce regroupement, la région se positionne comme un véritable développeur. M. Chaumel déplorait le morcellement des petits projets et les négociations en catimini des grands promoteurs avec les petites municipalités et les agriculteurs.

La coopérative tiendra une rencontre d'information le 31 janvier à l'Université du Québec à Rimouski. **Radio-Canada**

## **Chasse au phoque** **Affrontement à Ottawa**

Mise à jour le mardi 12 décembre 2006, 14 h 44

Une séance du comité permanent des pêches à Ottawa, mardi, a donné lieu à un affrontement en règle entre des députés fédéraux en faveur de la chasse au phoque et des défenseurs de droits des animaux. Le Fonds international pour la protection des animaux et la Humane Society des États-Unis ont répété que cette chasse est inhumaine, soulevant la colère des députés.

Les arguments des animalistes sont en général bien connus. Ils soutiennent que cette chasse est cruelle et peu rentable. Devant le comité permanent des pêches, la représentante de la Humane Society, Rebecca Aldworth, a accusé les députés des régions du golfe du Saint-Laurent de trembler devant leurs électeurs en faveur de cette chasse.

Après avoir répété que plusieurs phoques sont laissés agonisants sur la banquise et que les chasseurs continuent d'abattre de très jeunes phoques, Rebecca Aldworth a dû essuyer les critiques acerbes du député bloquiste Raynald Blais, qui représente les Îles-de-la-Madeleine.

« Vous êtes des menteurs et je répète, vous êtes tout simplement des menteurs », a lancé le député Blais.

Raynald Blais s'en est pris au vocabulaire employé par les groupes de pression, qui parlent d'un massacre pour décrire la chasse d'une espèce non menacée.

Le conseiller scientifique du Fonds international pour la protection des animaux, David Lavigne, a pour sa part répondu que la population de phoques subit un déclin constant

ces dernières années.

Depuis juin dernier, un groupe de députés fédéraux se penche sur la pratique de la chasse au phoque au Canada. Mardi, c'était au tour des défenseurs des droits des animaux de présenter leur point de vue aux députés, après les chasseurs, des chercheurs indépendants et des politiciens européens. **Radio-Canada**

## **Développement éolien, des oppositions à tort estime Nathalie Normandeau**

Un comité de citoyens établi ses bases et devrait voir le jour au début de 2007 dans la Baie-des-Chaleurs. Le comité veut agir à titre de surveillant et d'informateur sur le développement de l'éolien en Gaspésie.

La ministre réitère son opposition ferme à un moratoire, dans cette industrie, en Gaspésie. Madame Normandeau croit que les Gaspésiens s'opposent à tort. Elle invite les municipalités à se prévaloir de leurs droits en investissant dans des projets de type communautaire.

Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des régions: "Ce que je déplore, c'est la déclaration de certains groupes qui condamnent le développement de la filière éolienne, qui souhaiteraient dans le fond qu'on puisse décréter un moratoire sur le développement de cette filière-là. C'est désolant parce que c'est vraiment une filière qui respecte les principes du développement durable, mais en autant qu'on puisse tenir compte à la fois des impacts économiques qu'elle crée, des préoccupations des citoyens qui sont légitimes et qu'on respecte l'environnement et les paysages."

**Chantale Arseneault, CHAUTVA**